

## **NICARAGUA : ORTEGA, LE POUVOIR A TOUT PRIX ET PUIS APRES ?**

*Par Le Général (CR) Jean-Paul HUSTE,  
chercheur associé à l'ESISC*

Elu le 5 novembre 2006 avec 38% des voix, M. Daniel Ortega Saavedra s'est installé le 10 janvier dernier et pour la deuxième fois, dans le fauteuil présidentiel du Nicaragua après 17 années d'activisme et de manœuvres politiques et 3 échecs successifs aux élections présidentielles précédentes.

A y regarder de plus près, ce succès dans la conquête acharnée du pouvoir, n'a rien de la « grandiose victoire » qu'a déclaré y voir Fidel Castro.

Il est également douteux de vouloir en déduire, comme Hugo Chávez, qu'enfin « les peuples se redressent » en Amérique centrale.

Il est vrai que les attentes des populations de ce pays martyrisé par des décennies de dictature, de guerre révolutionnaire puis contre-révolutionnaire et livré à des années de gouvernement calamiteux sont immenses.

Malheureusement, alors que 7 mois ont passé depuis l'avènement de M. Ortega, la conduite des affaires intérieures du Nicaragua laisse les observateurs dubitatifs et, plus encore, ses orientations de politique étrangère.

- **Daniel Ortega, 27 ans en prise directe sur le pouvoir**

*De la lutte armée à la présidence*

**Son premier accès à la magistrature suprême résulta d'un exceptionnel acharnement dans le combat politique allié à un indiscutable pragmatisme.**

Rappelons que Daniel Ortega Saavedra, âgé aujourd'hui de près de 62 ans, s'engagea pleinement dès 1963 dans le combat politique en intégrant les rangs du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN).

Son engagement dans la lutte armée contre la dictature de Anastasio Somoza (3e du nom de cette lignée autoritaire) lui valut 7 ans de prison avant de lui mériter d'entrer dans Managua en 1979 avec les forces sandinistes, victorieuses de la Garde Nationale.

Représentant du FSLN au sein de la Junte de Gouvernement de Reconstruction Nationale (JGRN)<sup>1</sup>, et membre de la direction nationale de son parti, Daniel Ortega devait rapidement

---

<sup>1</sup> La JGRN comprenait 5 membres représentant autant de mouvements ou formations politiques unis dans la lutte contre la dictature somoziste : Daniel Ortega Saavedra du FSLN, Sergio Ramírez

exercer dans les faits les fonctions d'un chef d'Etat. Très tôt en effet, la Junte se défit, abandonnée par ses représentants de mouvements libéraux qui n'acceptèrent pas la mainmise croissante des sandinistes, peu respectueux des arrangements préalables, sur les organes essentiels du pouvoir.

Sous la conduite de Daniel Ortega, se confirmèrent les craintes des libéraux de voir s'instaurer un régime autoritaire de type socialiste, avec le FSLN dans le rôle de parti politique pratiquant la « démocratie participative » encadrée par les Comités de Défense du Sandinisme (CDS) inspirés des Comités de Défense de la Révolution du régime castriste.

M. Ortega s'appliqua à se maintenir dans une situation de flou institutionnel, à la tête d'une JGRN réduite à trois membres et gouvernant par décret dans la ligne des « recommandations » de la direction nationale du FSLN. Dès 1980, afin d'assurer la consolidation de la Révolution, il annonça qu'il n'y aurait pas d'élections présidentielles avant cinq ans.

Son entreprise fut servie par le changement de l'hôte de la Maison-Blanche de 1981. Le républicain Ronald Reagan, successeur du démocrate Jimmy Carter, pointant du doigt ses relations avec La Havane et Moscou, désigna le régime comme suppôt des révolutionnaires communistes en Amérique centrale. Le soutien militaire et financier apporté par l'administration américaine aux forces des « contre-révolutionnaires » (*la Contra*) issues d'anciens membres de la Garde Nationale, renforça en fait l'emprise politique, militaire et économique sandiniste sur le pays.

Dans ce contexte très mouvementé et après une campagne électorale durant laquelle le FSLN joua sur toutes ses capacités de « mobilisation », les présidentielles de novembre 1984 virent son candidat élu avec 67% des votes, M. Ortega l'emportant avec 53 points d'avantage sur son concurrent le plus proche. Il prit ses fonctions pour un mandat de 6 ans, le 10 janvier 1985.

Après deux années supplémentaires d'un maintien d'orientations très fermes – guerre contre *la Contra*, affrontement avec Washington, confirmation de liens privilégiés avec Moscou – Daniel Ortega sut se rendre à l'évidence du peu d'avenir de celles-ci alors que l'économie du pays était ruinée, les enthousiasmes de certains bailleurs d'aide européens refroidis par les atteintes aux droits de l'Homme du régime sandiniste et que Moscou et Washington s'engageaient dans un dialogue qui allait déboucher sur la fin de la Guerre froide.

En janvier 1987 fut promulguée une nouvelle Constitution qui faisait toute leur place à la démocratie représentative et à la séparation des pouvoirs, avec tout de même quelques touches d'inspiration sandiniste<sup>2</sup>.

S'engageant complètement dans la dynamique créée par le Groupe de Contadora<sup>3</sup>, il ouvrit un dialogue avec *la Contra* qui débouchèrent sur un cessez-le-feu, des négociations sous les auspices de l'ONU et une amnistie des contre-révolutionnaires, accordée 15 jours avant des élections législatives et présidentielle habilement avancées d'un an au 25 février 1990.

### ***Trois échecs électoraux mais toujours détenteur d'une part du pouvoir***

---

Mercado, du Groupe des Douze (pro-sandiniste), Moisés Hassán Morales du Mouvement pour le Peuple Uni (MPU – pro-sandiniste), Luis Alfonso Robelo du Mouvement Démocratique Nicaraguayen (MDN – centre droite) et Violeta Barrios de Chamorro de l'Union Démocratique de Libération (UDEL – centre droite).

<sup>2</sup> L'EPS désignée (article 95) comme « le bras armé du peuple » y est consacrée comme armée nationale ; le Président détient de très larges prérogatives (articles 150, 151 et 185) dont Daniel Ortega fit d'ailleurs immédiatement usage pour restreindre les libertés individuelles du chapitre IV.

<sup>3</sup> Le Groupe de Contadora fut créé en 1983 à l'initiative du Mexique, du Venezuela, du Panama et de la Colombie pour promouvoir une pacification de l'Amérique Centrale déchirée par les guerres civiles du Guatemala, du Salvador et du Nicaragua. Fin 1983 ces 3 pays, le Honduras et le Costa Rica signèrent un premier recueil d'objectifs, prédécesseur des futurs Accords d'Esquipulas de 1986 et 1987.

**Les années qui suivirent, émaillées par trois échecs électoraux successifs de Daniel Ortega, ne furent pas – loin s'en faut - une « traversée du désert » pour cet habile manœuvrier à qui ne fit jamais défaut l'appui de son parti.**

**Les élections de 1990** donnèrent la victoire à la candidate de l'Union Nationale d'Opposition (UNO), Mme Violeta Barrios de Chamorro<sup>4</sup> qui l'emporta avec 54,7% des votes contre 40,8% pour M. Ortega. Si certains virent derrière ce résultat l'appui de Washington à Mme Chamorro, beaucoup estimèrent qu'il reflétait le doute qui s'était infiltré chez les Nicaraguayens sur la capacité des sandinistes à gérer une ouverture à laquelle la « force des choses » plus que leurs propres inclinations les avait amenés.

Ainsi, quelque temps avant la transmission du pouvoir, le gouvernement Ortega enregistra le passage à la propriété de cadres du parti, d'une fortune en biens fonciers privés, confisqués aux premiers jours de la révolution<sup>5</sup>.

Daniel Ortega – qui avait prévenu qu'il gouvernerait « depuis le bas » - invita ses partisans à rester mobilisés dans la défense des acquis de la révolution, ce qui se traduisit par une série de grèves et d'encouragements à la désobéissance civile face aux initiatives libérales du nouveau gouvernement. La pression exercée fut telle que la présidente dut pactiser avec M. Ortega à l'heure d'engager, sous les auspices du FMI, une restructuration de la dette externe sur la base d'un engagement de réformes structurelles. M. Ortega obtint, dès 1993, des postes de responsabilité pour des sandinistes et s'intégra lui-même à la délégation gouvernementale auprès du FMI tandis que son frère Humberto se voyait confirmé dans ses fonctions de commandant de l'EPS.

**La victoire aux élections de 1996 lui échappa à nouveau**, cette fois au profit du candidat de droite du Parti Libéral Constitutionnaliste (PLC) et de l'Alliance Libérale Nicaraguayenne (ALN), M. Arnaldo Aleman Lacayo, ancien membre de l'UNO très critique à l'égard des compromissions de Violeta Chamorro avec Daniel Ortega.

M. Aleman l'emporta avec 51% des voix face à M. Ortega qui obtint 38,5% des suffrages tandis que le FSLN restait la seconde représentation à l'Assemblée nationale (37 postes contre 42 à l'AL sur un total de 92 sièges).

Comme durant la législature précédente, Daniel Ortega put s'appuyer sur ses fonctions de secrétaire général du FSLN et de chef de la représentation sandiniste à l'Assemblée<sup>6</sup>. De ces positions il s'appliqua à bloquer les initiatives d'ajustements structurels et les mesures économiques ultra libérales promues par M. Aleman.

Le Président se retrouva dans une situation similaire à celle de Mme Chamorro. La coopération de Daniel Ortega et des sandinistes se révéla incontournable pour tenter de résoudre la question des propriétés abusivement acquises et sur laquelle s'était engagé le candidat Aleman. Le Président proposa à M. Ortega un dialogue qui lui valut la défection de nombre de ses supporteurs et enlisa un peu plus le sujet.

Dans cette même veine, Daniel Ortega et Arnaldo Aleman s'engagèrent en 2000 dans un « pacte » pour modifier le texte constitutionnel visant, manifestement, à soutenir les intérêts personnels des deux personnages. Ainsi, les ex-présidents seront-ils députés à vie et les

---

<sup>4</sup> Veuve de Pedro Chamorro, directeur du grand quotidien La Prensa assassiné par la dictature somoziste en 1978. Membre de la JGRN en 1979.

<sup>5</sup> Daniel Ortega lui-même acquit 7 propriétés foncières auprès de la Banque du Logement à la veille de la transmission de pouvoirs à Violeta Chamorro. Cette initiative sandiniste passa à la postérité sous le nom de *piñata*, nom donné aux vases ou récipients en carton pâte remplis de friandises que brisent les enfants lors de fêtes et anniversaires.

<sup>6</sup> L'Assemblée compte 90 sièges éligibles et 2 réservés aux candidats battus à la présidence et à la vice-présidence

futurs présidents pourront-ils être élus avec non plus 45 mais 40% des suffrages ou avec un avantage de 5 points sur le challenger le plus proche.

A l'approche des élections de 2001, M. Ortega pouvait être raisonnablement optimiste devant la vague de mouvements sociaux de fin 1999 et le succès du FSLN aux municipales de 2000. Malgré les tiraillements au sein du parti entre les tenants de la ligne conservatrice, scandalisés par le « rapprochement » avec M. Aleman et les partisans de l'ouverture, échaudés par le dernier échec aux présidentielles, malgré le scandale soulevé par les accusations d'abus sexuels qu'il aurait commis sur sa belle-fille, il fut réélu secrétaire général du parti et désigné à une écrasante majorité comme son candidat à la présidence. Dans l'enceinte du parti, il prônait une « transformation » mais en préservant le fond du discours sandiniste : socialisme et anti-impérialisme.

Néanmoins, Daniel Ortega confirma durant la campagne électorale ses qualités manœuvrières – et son machiavélisme diront ses ennemis politiques – en s'efforçant délibérément de gommer le protagonisme du FSLN au profit du groupe de la Convergence Nationale qu'il avait créé pour tenter de rassembler divers déçus et indécis. Promesses au secteur privé, appels à la fraternité et à l'honnêteté de tous les citoyens, engagement en faveur d'un gouvernement d'union nationale... : le ton de la future campagne 2006 était déjà donné.

**Les élections de novembre 2001**, qui virent une participation record de 90% de votants, furent néanmoins remportées par le candidat du PLC et vice-président sortant, Enrique Bolaños Geyer. Il s'imposa avec 56,3% des suffrages, loin devant Daniel Ortega qui en recueillit 42,3%. Les relations furent d'entrée très tendues entre les deux hommes, M. Bolaños n'ayant manifestement pas oublié les emprisonnements et la confiscation des biens familiaux que lui avait infligés le régime sandiniste dans les années '80.

Malgré cette troisième défaite, M. Ortega réussit une fois encore à rebondir en s'appuyant sur le parti qui le confirma à sa tête en 2002. Il orienta habilement son discours interne vers la lutte contre la corruption, partie intégrante de la lutte sociale, exploitant l'acharnement du Président Bolaños à traduire en justice son prédécesseur pour les détournements commis...acharnement qui lui valut d'être évincé de son propre parti, le PLC, mais qui lui mérita le soutien épisodique des sandinistes à l'Assemblée.

Ainsi, Daniel Ortega se retrouva-t-il en position de contrôler les affaires de la république, en bloquant ou en permettant tour à tour un fonctionnement a minima du gouvernement.

En 2005 la vie politique du pays connut un paroxysme de tensions à propos de l'application de réformes de la Constitution visant à réduire les pouvoirs de l'exécutif au profit du législatif, le Président Bolaños s'opposant fermement à l'application des lois correspondantes déjà votées. Après s'être déclaré en faveur de leur application, M. Ortega changea brusquement d'opinion et fit voter en octobre 2005 par les 38 sandinistes, aux cotés des libéraux de l'ALN, une « Loi Cadre » repoussant cette application jusqu'au 20 janvier 2007. Le PLC ayant voté contre, la rupture du pacte Ortega – Aleman fut déclarée consommée.

Les élections municipales de 2004 confirmèrent l'emprise du FSLN au niveau local avec 54% des mairies acquises aux sandinistes.

### ***Les élections de 2006 : un « triomphe » tout relatif***

**En dépit de l'habileté des manœuvres de Daniel Ortega jusqu'à la veille du rendez-vous électoral, les résultats - certes positifs pour lui-même et le FSLN – ne traduisent qu'un succès en demi-teinte.**

Après 17 ans de gouvernement « depuis le bas », disposant à la veille des élections d'un large contrôle sur les pouvoirs judiciaire et législatif ainsi que d'une emprise sur l'exécutif, Daniel Ortega a remporté avec 38% des suffrages, les élections présidentielles du 5 novembre 2006,

s'imposant devant le candidat de l'Alliance Libérale Nicaraguayenne (ALN - droite) Eduardo Montealegre (29%).

C'est donc avec moins que le minimum de 40% des suffrages requis par le texte constitutionnel modifié suite au « pacte » Ortega – Aleman de 2000 et seulement du fait de l'écart supérieur à 5 points qui le sépare de son principal challenger, que M. Ortega l'a emporté.

Par ailleurs, ce résultat constitue le plus mauvais score qu'il ait réalisé sur 5 élections présidentielles.

Enfin, c'est sur la droite qu'a porté l'essentiel du vote des citoyens. Les deux candidats de droite (de l'ALN et du PLC) ont en effet engrangé un total de 55,5% des voix, ce qui fait dire à plusieurs observateurs que la victoire de M. Ortega reflète avant tout la division de la droite nicaraguayenne,...ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau, non plus que son habileté à savoir en jouer. Mais le voici donc élu, bien que la majorité n'ait pas voté pour lui.

A l'Assemblée Nationale les élections législatives de ce même 5 novembre 2006 n'ont pas enregistré de progrès des positions du FSLN qui a conservé à une unité près, le même nombre de sièges qu'en 1996 et en 2001 : 38 sur 92.

Enfin, les députés de l'ALN et du PLC ont remporté 55 sièges se retrouvant donc théoriquement en situation de force face au FSLN et à ses 5 dissidents du Mouvement du Renouveau Sandiniste (MRS).

Il est vrai que cette approche implique d'admettre que la rupture avec le PLC est effectivement consommée et que le vote de la « Loi Cadre » aux cotés de l'ALN en 2005 servait en fait le souci des sandinistes pour le court terme: celui de disposer d'un exécutif fort.

- **L'héritage et ses challenges**

**La situation du pays dont a hérité M. Ortega au 10 janvier 2007 est loin d'être brillante. Au regard de la durée de sa présence sur la scène politique du Nicaragua et de son poids dans les affaires depuis près de trente ans, il ne peut ni méconnaître cette réalité, ni en refuser une part de responsabilité.**

**Pour rester dans le domaine politique précédent, le problème majeur du Nicaragua depuis sa sortie de la dictature des Somoza, est le défaut d'expression d'un état de droit à travers une véritable séparation des pouvoirs.**

Or la vie politique a été, depuis les années '80, vidée de sa substance par le jeu des deux mouvances sandiniste et libérale. Par des arrangements de circonstance elles se sont en fait consacrées au contrôle partagé des principales institutions sous la houlette de leaders aux tendances « caudillistes » dont M. Ortega est sans doute la figure la plus représentative. Les pouvoirs exécutif et législatif se neutralisent en permanence, le pouvoir judiciaire comme l'institution électorale et l'administration publique sont minés par la politisation.

Cette situation ne va pas bien entendu sans une omniprésence de la corruption et du trafic d'influence dont les 30 dernières années ont fourni plusieurs exemples dans l'environnement du pouvoir, mais qui ne se limitent pas à ces sphères.

**Le développement économique du Nicaragua qui reste lourdement dépendant de l'aide internationale, a été handicapé par le manque de stabilité politique qui a suivi de longues années de conflits armés internes. A cela s'ajoute le peu de soutien que les Assemblées Nationales successives ont apporté aux initiatives des gouvernements libéraux.**

Néanmoins la situation macro-économique laissée par le gouvernement Bolaños a enregistré un début de redressement.

Le pays a bénéficié à compter de 2004 d'un arrangement au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) après avoir franchi le point

d'achèvement de l'initiative renforcée sur la dette des Pays pauvres Très Endettés (PPTE) au début de cette même année. Ces dispositions ont permis la réduction importante de l'énorme dette extérieure qui représenterait encore quelque 200% de la valeur des exportations du pays en 2006. En 2007 le Nicaragua reste admissible à cette aide du FMI.

Cet allègement a permis au gouvernement Bolaños de reporter l'effort de désendettement sur le service de la dette intérieure. Néanmoins, le risque existe de voir le pays basculer dans la spirale de l'endettement extérieur qu'il avait connue sous le régime sandiniste des années '80. Parmi les mesures qui ont contribué à un redressement de la situation macro-économique, se distingue l'engagement d'une réforme fiscale visant à améliorer les rentrées de l'impôt. Des efforts seraient à poursuivre pour combattre l'évasion fiscale et les exonérations abusives.

L'économie du Nicaragua est fragile malgré l'importance des transferts des expatriés et un secteur des services relativement prospère (50% du PIB), encouragé par un lent développement du tourisme. Le secteur industriel limité essentiellement à l'agroalimentaire et aux *maquiladoras* dans le textile, doit faire face à la concurrence mondiale et surtout asiatique. Il en est de même pour les productions du secteur primaire par ailleurs toujours à la merci des aléas climatiques tropicaux et qui pâtissent encore des conséquences des expropriations sandinistes et des années de guerre civile.

### **La société se caractérise par sa grande pauvreté et par son manque de cohésion sociale.**

La pauvreté et le chômage ou l'emploi précaire, frappent plus de la moitié de la population du Nicaragua, soit quelque 2 millions d'habitants. Les zones les plus affectées sont les zones rurales et celles accueillant des minorités ethniques autochtones ou noires. A cela s'ajoutent des accès très déficitaires aux services sanitaires, éducatifs, du transport et de l'eau potable. Le taux d'analphabétisme atteint encore 25% de la population.

Les dépenses pour lutter contre la pauvreté ont augmenté sous le gouvernement Bolaños grâce essentiellement aux aides extérieures mais restent encore au dessous des 10% du PIB.

Les 80 000 nouveaux demandeurs d'emplois annuels qui pour leur majorité, ne trouvent pas de débouchés hors de l'emploi précaire, contribuent à maintenir un manque profond de cohésion sociale découlant de l'inégalité d'accès aux services publics et de la répartition très inégale des revenus.

Enfin, bien que participant toujours avec grande assiduité aux rendez-vous électoraux, 75% des Nicaraguayens se déclarent peu ou pas satisfaits de l'exercice de la démocratie dans leur pays.

Les relations extérieures du Nicaragua sont très liées à sa dépendance de l'aide financière extérieure tout en conservant par ailleurs les stigmates des crises intérieures de ces 30 dernières années.

C'est au premier chef le cas des relations avec les Etats-Unis, premier partenaire commercial et grand bailleur d'aide, qui accueillent une large part des expatriés du pays et qui ont pesé dans l'évolution des affaires et des crises intérieures au long de ces dernières décennies.

Au plan régional, les relations ont jusqu'ici été essentiellement marquées par des considérations politiques telles que les interventions de l'Organisation des Etats américains (OEA) et du Groupe de Contadora dans le règlement de la guerre civile ; ces dernières années, Managua a participé à des initiatives d'intégration centre-américaine dans le domaine de la sécurité et de la défense ; enfin, en avril 2006, Hugo Chávez a lancé sa « diplomatie pétrolière » au Nicaragua en signant des accords de livraison de pétrole avec des municipalités sandinistes.

Il faut relever ici qu'en avril 2006, le Nicaragua a rejoint le Honduras et le Salvador dans le traité de libre commerce devant réunir à terme les Etats-Unis, toute l'Amérique Centrale et la République Dominicaine (CAFTA - DR). Ce qui n'est pas sans poser, pour le court terme, d'importants défis au pays en termes de relèvement de la compétitivité de son économie.

Les relations avec l'Europe sont également sous-tendues par des aspects financiers et commerciaux alors que l'UE est le premier bailleur de fonds du Nicaragua.

D'autre part, le Nicaragua est partie prenante de l'évolution des relations de la région avec l'Europe engagée depuis 1999. A ce titre, le 4<sup>o</sup> sommet UE – Amérique Latine – Caraïbes du mois de mai 2006 est venu renforcer les perspectives de coopération dans de multiples domaines (sécurité, migrations, emploi, enseignement, commerce,...).

Enfin, Managua a conservé de l'époque de la Guerre Froide des relations diplomatiques et de coopération avec Moscou, Tripoli et La Havane.

Mais pour les raisons socio-économiques évoquées précédemment, les plus importants interlocuteurs extérieurs du Nicaragua sont sans nul doute les organisations internationales spécialisées dans les aides financières et au développement : le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, le Club de Paris.

**Ainsi, M. Ortega a-t-il hérité d'un système politique qu'il a contribué à bloquer et d'une économie fragile dont le développement passe par une difficile intégration régionale et mondiale. Deux exigences apparaissent clairement : celle de savoir et pouvoir engager des réformes administratives et de gestion budgétaire et celle de savoir préserver la confiance des interlocuteurs internationaux pourvoyeurs d'aides financières et au développement.**

- **Propositions et premières initiatives du Président Ortega**

***Programme du candidat***

Le 28 mai 2006, Daniel Ortega présenta, au titre du FSLN et du groupe « Uni, le Nicaragua Gagne », son programme du « gouvernement de réconciliation et d'unité nationale ».

M. Ortega fit précéder l'exposition de 6 « engagements » structurant son programme par un long préambule exhortant le public à prêter attention aux vents qui de l'Argentine au Venezuela, ont « repoussé la droite » et à la solidarité entre tous les Nicaraguayens. Pour soutenir ce programme, celui qui depuis plusieurs mois ne souhaitait plus être appelé « *comandante* »<sup>7</sup>, prônait la démocratie directe faisant du « Peuple le Président », et invoquait l'aide de Jésus Christ pour gagner « cette croisade ».

Les 6 « engagements » se voulaient ceux d'un programme « éthique,...économico-social » :

- emploi et crédit pour tous, investissements publics et privés sous contrôle de l'Etat ;
- accès à la santé et à l'alphabétisation pour tous avec l'aide de Cuba, gratuité des enseignements primaire et secondaire, effort budgétaire pour les universités ;
- décentralisation, aide budgétaire aux municipalités, respect des différents pouvoirs ...mais qui seront « engagés dans la stratégie nationale de développement et dans le respect de la démocratie directe » ;
- sécurité citoyenne : soutien à la police, réinsertion des délinquants, armées à jamais indépendantes de toute influence étrangère, élimination de la corruption par la démocratie directe et la vigilance des assemblées du pouvoir citoyen ;
- protection de l'environnement et aide aux populations sinistrées ;

---

<sup>7</sup> Daniel Ortega, parallèlement à son souci de gommer les références et aspects les plus radicaux du parti, s'est personnellement investi dans un renouvellement de son image en se tournant vers la religion : références fréquentes à la foi dominante de la population, contacts fréquents avec la hiérarchie de l'Eglise Catholique, mariage religieux avec la mère de ses 8 enfants, la « camarade » Rosario Murillo.

- passage de la dépendance extérieure à la souveraineté nationale par réorientation de l'aide extérieure, maintien du CAFTA-DR et intégration à l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA).

**Ce programme, qui ne renie pas les références idéologiques du FSLN, laisse bien entendu planer quelque inquiétude quant au fonctionnement d'une démocratie participative à l'exercice encadré par des assemblées populaires en appui de pouvoirs réputés indépendants mais dont on attend un engagement de bon aloi dans les choix gouvernementaux.**

Parallèlement, le silence sur les réformes institutionnelles comme sur les amendements du texte constitutionnel objets de la « Loi Cadre », a fait penser à certains observateurs que le FSLN n'en voulait pas, tout simplement.

**Enfin, les orientations en matière de relations extérieures annonçaient un difficile exercice d'équilibre entre l'ouverture aux « vents bénis de changement, de liberté et de progressisme qui soufflent sur l'Amérique Latine » et l'engagement de préserver les liens existants avec la « Communauté Internationale » dans le cadre d'une réorientation de l'aide en conformité avec les orientations de politique intérieure.**

### *Premières initiatives*

Lors de sa prise de fonctions, le 10 janvier dernier, encadré par Evo Morales et Hugo Chávez, M. Ortega dénonça les méfaits du « capitalisme sauvage », annonça l'adhésion à l'ALBA et affirma sa volonté de maintenir les liens avec le FMI la Banque Mondiale et Washington.

M. Aleman était là, malgré sa peine de 20 ans de prison commuée en arrêt domiciliaire... Le lendemain, le nouveau Président signait l'adhésion à l'ALBA et le décret de création des assemblées du pouvoir citoyen.

**Dans le domaine de la politique intérieure, les initiatives prises dès les premières semaines n'ont pas contredit les spéculations des observateurs les plus cyniques du retour du vieux révolutionnaire.**

Le souci de conserver un pouvoir exécutif fort entre ses mains s'est vite confirmé : dès janvier, présentation d'un projet de réforme visant le renforcement de l'exécutif incluant le passage de la police et des armées sous l'autorité directe du Président (point rejeté), désignation de son épouse Rosario Murillo à la tête du conseil de la communication avec restriction des subventions à plusieurs media et annonce d'une stratégie de communication « issue du peuple et pour le peuple », attribution au Président du droit de créer à sa seule initiative des organismes de contrôle des ministères et des institutions, et sans surprise, avec de nouveau l'appui des libéraux de l'ALN, mise en attente pour une nouvelle année des réformes constitutionnelles objet de la « Loi Cadre ».

La gratuité de l'accès aux soins médicaux et à l'enseignement a été imposée sans délai, le programme « Zéro Faim » lancé en mai<sup>8</sup> tandis que M. Ortega a tenu ferme face aux protestations de l'opposition quant aux facultés concédées aux assemblées du pouvoir citoyen.

---

<sup>8</sup> Lancé en mai 2007, le programme « Zéro Faim » a été évalué à 150 millions de dollars et devrait concerner quelque 75000 familles. 9000 familles sont concernées cette année. Financé par l'Etat, le secteur privé, la BM et certains pays (Venezuela, Brésil), il consiste à remettre aux familles les plus nécessiteuses quelques animaux d'élevage (1 vache, 1 truie, des volailles), des semences et des plants afin de disposer de moyens de démarrer une économie familiale.



Le Conseil Episcopal de l'Eglise Catholique a emboîté le pas, approuvant la création du Conseil pour la Paix et la Réconciliation chargé de l'aide aux démobilisés des conflits des années '80, le cardinal Obando y Bravo acceptant d'en assurer la présidence.

Enfin, le Président a installé son bureau dans les locaux du siège du FSLN, inauguré un programme de radio et de télévision « Le Peuple Président » lui permettant de s'adresser personnellement à la population, tandis que des membres du parti sont venus occuper des postes de hauts fonctionnaires et encadrer de nombreux syndicats....

**Au plan des relations extérieures, un certain pragmatisme a prévalu, fortement marqué néanmoins au coin des orientations « bolivariennes » du nouveau Président et de son discours « anti-impérialiste » aux excès hasardeux.**

En février, il obtenait de la Banque Mondiale un appui financier de 50 millions de dollars au titre du programme « Zéro Faim » pour 2007.

Dès le début mars, après plusieurs déclarations critiques de M. Ortega à l'encontre de l'efficacité des organismes financiers internationaux, les premières réunions se sont tenues à Managua entre le gouvernement et le FMI en vue de la mise sur pied d'un nouveau programme d'aide économique.

Les fréquents propos aigre-doux de Daniel Ortega enclin à évoquer les responsabilités passées des Etats-Unis dans les crises intérieures nationales ou des tentatives de déstabilisation, n'ont pas mérité de réactions acerbes de l'administration américaine. Là encore, un certain pragmatisme a prévalu sur lequel Washington a semblé vouloir accepter de jouer. Ainsi, le Nicaragua a-t-il accueilli dès février sur son territoire, une aide médicale américaine dans le cadre de l'exercice du Commandement Sud « Nouveaux Horizons 2007 ». Très tôt également, les deux gouvernements ont noué un dialogue à propos des centaines de missiles anti-aériens détenus par les armées nicaraguayennes et qui inquiètent Washington. Les Américains semblent prêts à accepter l'idée d'un troc missiles contre aide médicale avancée par Managua.

Comme annoncé, Cuba et le Venezuela sont devenus instantanément des partenaires très en vue. La Havane a envoyé ses brigades médicales sur le terrain et accueilli des étudiants en médecine. Managua s'est engagé pour sa part à défendre les intérêts de Cuba dans toutes les instances internationales et a notamment promu son intégration au Groupe de Rio lors de son sommet en mars dernier à Georgetown. Caracas s'est imposé comme un fournisseur d'aide à vocation « sociale » : pétrole, médicaments, générateurs électriques, crédits pour les PME et les coopératives rurales,...Une quinzaine d'accords bilatéraux ont été signés et une commission mixte installée dans le cadre de l'adhésion du Nicaragua à l'ALBA.

L'extension sur les terres du Nicaragua du « rapprochement des deux révolutions bolivarienne et iranienne » entamé au Venezuela, a surpris par son dynamisme. Quatre jours après l'avènement de M. Ortega, le Président Ahmadinejad débarquait à Managua en provenance de Caracas déclarant que le Nicaragua et l'Iran avaient des « intérêts et des ennemis communs » et signait avec M. Ortega un accord en vue d'une coopération économique aux multiples volets. En juin, celui-ci rendit la politesse, appelant de ses vœux lors d'un discours à l'université islamique, un nouvel ordre mondial débarrassé « du capitalisme et de l'impérialisme ». Téhéran dispose aujourd'hui d'un représentant permanent à Managua, le mois de juillet a vu le Président Ortega remettre des tracteurs irano-vénézuéliens à des agriculteurs et les premiers jours d'août accueillir une délégation d'une vingtaine d'officiels iraniens, venue pour engager le développement de la coopération bilatérale. L'ambassadeur américain à Managua a déclaré que l'Iran « peut être un partenaire dangereux » et rappelé les sanctions de l'ONU à son encontre.

- **Et maintenant ?**

Et maintenant que voici lancées les mesures sociales promises en urgence et le pays positionné dans le club des « bolivariens », que faut-il attendre pour le Nicaragua ?

**Même à supposer que l'acharnement et l'ingéniosité mis par Daniel Ortega pour récupérer le pouvoir, ne correspondent pas uniquement à son désir de se perpétuer - à l'instar de Fidel Castro - comme éternel révolutionnaire, les perspectives de succès sont sévères.**

**Au plan du jeu politicien, M. Ortega n'a rien à craindre d'un monde qu'il connaît parfaitement et qu'il sait manipuler et contrôler<sup>9</sup>.**

**En revanche, au plan intérieur, il ne peut rester indifférent aux premières tensions et inquiétudes qui ont commencé à se manifester.**

La mise en place de sandinistes et fidèles à de nombreux postes de responsabilité de la vie sociale, syndicale et économique, les place sous les feux de la critique de la majorité d'une population qui n'a pas voté pour le candidat Ortega. Sans surprise, les nombreux fonctionnaires remerciés et remplacés par des membres du FSLN s'élèvent contre les mesures du gouvernement. Les ex-*Contras* s'impatientent en raison des aides promises et qui n'arrivent pas. La presse nicaraguayenne, qui a une solide tradition de liberté d'expression, commence à dénoncer la « politique du bâillon » et des relents de « totalitarisme ».

Même au sein des sympathisants du mouvement Convergence Nationale, les critiques fusent à l'égard des avantages octroyés aux seuls membres du parti et à sa mainmise sur la vie publique en général.

D'autre part, si les premières mesures à caractère social ont été bien accueillies par une partie de la population écrasée de misère, la question de leur capacité à se maintenir dans la durée commence à préoccuper. Or, les attentes générées sont immenses et les impatiences et critiques commencent à poindre dans les communautés déshéritées.

De leur côté des économistes indépendants estiment aujourd'hui que la crise énergétique n'est pas résolue par les mesures d'urgence et que les prévisions de croissance annuelle du gouvernement (4,2%) sont à revoir à la baisse tandis que l'inflation restera à 2 chiffres.

**Une fois encaissés les bénéfices des initiatives à courte terme, le gouvernement va inmanquablement retrouver la dure réalité de faire survivre le pays, de soutenir le difficile développement de son économie et avec elle les priorités sociales de son programme.**

**Le Nicaragua ne disposant pas des ressources naturelles des deux autres régimes « bolivariens », la priorité va devoir inmanquablement revenir à la préservation des conditions d'accès à l'aide internationale. Or, la voie est étroite et la démarche de M. Ortega à l'international, fort risquée.**

Fin juillet, le directeur de la banque centrale se déclarait tout à fait optimiste sur la perspective de signer dès septembre un nouvel accord avec le FMI suite aux travaux engagés depuis mars. M. Ortega renchérisait en mettant en avant l'acceptation par le Fonds du programme économique du gouvernement et la perspective d'une signature d'un accord « dans la dignité ». Au delà de ces déclarations unilatérales, reste à connaître la réalité des capacités du gouvernement à respecter ses engagements internationaux dans la durée. Pour l'instant, le flou qui entoure la conduite de la politique économique et notamment

---

<sup>9</sup> A ce titre, son prédécesseur, M. Bolaños, est désormais poursuivi pour corruption.

l'engagement de réformes structurelles ou la budgétisation des mesures sociales engagées, laisse dubitatif.

**Enfin, plus que le côtoiement d'un Hugo Chávez et d'un Evo Morales, la « fraternisation » avec le régime iranien risque de se révéler un exercice d'apprenti sorcier qui dépasse l'envergure du Nicaragua.** Le fait d'accepter d'être utilisé par la propagande iranienne pour venir narguer les Etats-Unis sur ses approches sud contre quelques barils de pétrole et autres tracteurs, peut bien entendu se révéler très dangereux pour Managua. Sans craindre les mêmes voies et moyens qu'employa en son temps M. Reagan, Daniel Ortega risque néanmoins à terme une sorte de répétition de l'Histoire, mais cette fois comme suppôt désigné du terrorisme international ou d'un régime condamnable.

A cela s'ajoute bien entendu, la méfiance de la communauté internationale vis-à-vis d'un pays qui vient frapper à sa porte pour sa survie et entend passer outre à ses mises en garde sur le régime et les ambitions du régime des mollahs.

**Les temps ont certes changé, mais il faut espérer pour les Nicaraguayens, que le Comandante a suffisamment appris de sa propre histoire pour ne pas se voir à nouveau acculé à un abandon de ses positions, coûteux en temps et donc en misère pour ses compatriotes.**